



Les travailleurs n'ont pas de patrie.

Karl Marx

Lutter résolument contre Macron... et les faux espoirs

Les « marées humaines » contre Macron, organisées un peu partout en France le 26 mai dernier, ont été plutôt de grosses vagues que des tsunamis. Celles et ceux à l'origine de ces manifestations reconnaissent d'ailleurs qu'il y a eu moins de monde dans la rue que lors de la « Fête à Macron » du 4 mai précédent.

Pourquoi un tel recul de la mobilisation ? Dans certaines régions, et notamment au Pays Basque, les conditions météorologiques déplorables - et notamment les trombes d'eau - ont découragé nombre de manifestant-es potentielles de se déplacer. Mais cela n'a pas été partout le cas. Même là où le camarade soleil était de la partie, les défilés de rue sont restés modestes.

Comment expliquer cette situation dès lors où l'hostilité, voire la haine, à l'égard de Macron est partout palpable, chez les salarié-es du public, du privé et des services sociaux, les retraité-es, les chômeurs et les chômeuses, les étudiant-es et les lycéen-nes, les agriculteurs et les agricultrices, les petit-es commerçant-es mais aussi parmi les avocat-es, les organisations de bénévoles, dans les milieux artistiques et intellectuels etc.

Des dizaines de millions de gens - même parmi celles et ceux qui avaient voté pour lui l'an dernier « pour faire barrage à Le Pen » - sont désormais conscients que l'ancien banquier est d'abord et avant tout l'homme du capital, des riches et des très riches, des grandes banques, des champions du CAC40 et des fonds spéculatifs. Mais il ne se contente pas d'être le porte-parole des nanti-es. Il le fait avec une arrogance, une morgue et un mépris des classes modestes qui, sur ce plan, le placent loin devant Sarkozy qui n'était pourtant pas spécialement connu pour sa modestie et sa fibre sociale.

Mais dans ces conditions pourquoi une telle unanimité - du moins dans une bonne partie des classes populaires - ne se traduit-elle pas des millions de personnes battant le pavé lorsque les occasions s'en présentent ?

Parce que, pour l'instant du moins, ce mécontentement est encore diffus, largement informel mais, aussi et surtout, teinté de scepticisme. Car que mettre à la place de Macron ?

La gauche, qui se trouve aujourd'hui dans l'opposition et appelle à combattre la politique du gouvernement Philippe, est la même - à quelques retouches de maquillage près - qui a mené des politiques anti-ouvrières sous Hollande, Jospin ou Mitterrand. Alors comment peut-elle faire rêver la jeunesse qui se détourne d'elle et les plus âgées qui n'ont pas la mémoire si courte ?



Quant aux secteurs les plus dynamiques de la classe ouvrière qui, ces derniers mois, ont montré leur combativité et leur volonté d'aller de l'avant - les cheminot-es bien sûr, mais aussi celles et ceux d'Air France, des EHPAD, de l'Education nationale, des autres fonctions publiques etc. - les syndicats les font lanterner entre les journées de grève perlée, les manifestations séparées et le chacun-e pour soi qui est devenu la règle malgré certains discours syndicaux sur la nécessaire convergence des luttes.

Alors face aux attaques tous azimuts de Macron contre le statut des cheminot-es, les retraité-es, les services publics, les acquis sociaux et bientôt les allocations de toutes sortes, il ne s'agit pas de baisser les bras. Il faut continuer de lutter en popularisant l'idée que seuls un « tous et toutes ensemble », un nouveau Mai 68, seront susceptibles de faire plier Macron et Philippe. Pour mener à bien ces luttes nous devons les prendre en main, les diriger nous-mêmes, sans avoir la moindre illusion sur la volonté des dirigeant-es des confédérations syndicales de les conduire victorieusement à leurs termes et sans non plus accorder la moindre confiance aux leaders de la gauche qui nous expliquent que tout ira mieux demain à condition, bien sûr, de voter pour eux le moment venu.

**Merci mais, pour voir cela,
on a déjà beaucoup trop donné !**

Sommaire :

- Page 1 : Lutter résolument contre Macron...
- Page 2 : Le capitalisme, vampire dévastateur
- Page 3 : Pays Basque les longues peines
- Page 4 : Israël - Palestine
- Page 5 : Trump et l'Iran
- Page 6 : Film, En Guerre, de Stéphane Brizé



Le capitalisme, vampire dévastateur

Une étude d'Oxfam, organisation non gouvernementale de lutte contre les inégalités et la pauvreté, rendue publique le lundi 14 mai, montre l'évolution d'un capitalisme donnant toujours plus la priorité aux actionnaires. Ce rapport, sur les profits des entreprises du CAC 40, a été publié conjointement par Oxfam et le Bureau d'analyse sociétale pour une information citoyenne (Basic).

Sur 100 euros de bénéfice, les entreprises ont alloué 5 % à la participation des salarié-es, 27,5 % aux investissements et 67,5 % aux actionnaires !!! La montée des inégalités est flagrante ! L'ONG Oxfam dénonce un partage des profits devenu très défavorable aux salariés. On est loin de la règle des trois tiers préconisée en 2009 par Nicolas Sarkozy, peu après son élection comme Président de la République. « Les richesses n'ont jamais été aussi mal partagées. L'investissement est devenu une variable d'ajustement, ce qui peut fragiliser les entreprises », commente Christophe Alliot, du Basic. De plus, selon l'agence économique américaine Bloomberg, la fortune des 13 Français les plus riches a augmenté de 13,5 milliards d'euros depuis le 1^{er} janvier 2018, soit une hausse de 12 %, supérieure à celle enregistrée parmi les grandes fortunes du Japon (+ 7 %), de Chine (+ 6 %) et des États-Unis (+ 2 %). A eux seuls, Bernard Arnault (LVMH) et François Pinault (Kering) ont amassé quelque 19,4 milliards d'euros supplémentaires depuis le début de l'année.

Ce mouvement du capitalisme mondial est puissant mais aujourd'hui il est contesté. Oxfam et Basic formulent des recommandations pour une répartition plus équilibrée. Des critiques viennent de l'intérieur même du système. Ainsi l'économiste Patrick Artus, membre du comité exécutif de la banque Natixis et du Conseil d'Administration de Renault, a écrit un livre intitulé : « *Et si les salariés se révoltaient ?* ». Larry Fink, 1^{er} investisseur au monde, se montre lui aussi inquiet du fait que « depuis la crise de 2008 ceux qui détiennent du capital ont récolté d'énormes bénéfices » tandis que « beaucoup de personnes à travers le monde voient leurs revenus baisser et leurs systèmes de retraite menacés ». De quoi faire monter la frustration, l'anxiété et le ressentiment à l'égard des grands groupes, s'alarme-t-il. Tout se passe comme si les actionnaires avaient pris le pouvoir au détriment des autres acteurs de

l'entreprise, en s'appuyant sur des dirigeants chargés de créer de la valeur avant tout pour les propriétaires du capital, et payés en conséquence.

Depuis 2009 les salaires des PDG du CAC40 ont augmenté environ 2 fois plus vite que la moyenne des salaires de leurs entreprises. Ils gagnent à présent 119 fois plus que la moyenne de leurs salariés. Surtout la part de leur rémunération directement liée au cours de la Bourse atteint désormais 54,5 %, ce qui les encourage à aligner leurs intérêts sur ceux des actionnaires et à privilégier des choix à court terme visant à maximiser leur rémunération. En conclusion de son livre Patrick Artus écrit une diatribe qui vise avant tout le capitalisme américain où « il n'est guère d'autre solution pour un dirigeant que de s'endetter sans mesure, d'étrangler les salariés, les fournisseurs, les partenaires de toutes sortes, d'émettre du CO₂, de brûler les ressources naturelles sans considération pour les dégâts occasionnés, d'organiser régulièrement de lucratives opérations de rachat d'actions ».



Certaines idées et théories économiques, comme celles des Économistes Atterrés, sont totalement inaudibles dans l'opinion. Tout se passe comme si l'on considérait qu'en matière économique il n'y a pas d'alternative ; par exemple l'impératif de la maîtrise du budget est une idée largement partagée, comme s'il n'y avait qu'un seul choix. Or les choix économiques sont des choix politiques. Le pouvoir politique est l'esclave du pouvoir financier. Si les capitalistes utilisent la spéculation et réduisent les salaires, c'est pour contrer la baisse tendancielle du taux de profit décrite par Marx, nous dit Patrick Artus. Au risque de déstabiliser l'économie toute entière et de la faire basculer dans la crise. Selon lui, la dynamique du capitalisme est aujourd'hui bien celle qu'avait prévue Karl Marx. Et c'est un économiste au service de ce même système capitaliste qui l'affirme !

Il semblerait que nous soyons à un tournant, que nous allions vers la fin d'un système qui s'essouffle. Notre tâche, à nous révolutionnaires, n'en est aujourd'hui que redoublée. Lisons, relisons et faisons lire le génial visionnaire qu'était Karl Marx. Et surtout agissons pour changer cette logique mortifère pour la Terre et ses habitant-es.

Le capitalisme nuit gravement à tous les travailleurs



Droits démocratiques pour les preso Tous et toutes à Bayonne le 16 juin

Après l'annonce de sa dissolution par l'ETA le 3 mai dernier, le lendemain 4 mai était organisée une conférence où se sont retrouvés à Comba-les-Bains certains des protagonistes qui étaient présents à celle d'Aiete en octobre 2011. Cette année là, alors que l'ETA annonçait la fin définitive du recours à la lutte armée, la conférence avait acté qu'il existait une vraie occasion de mettre fin à la dernière confrontation armée au sein d'un état d'Europe occidentale.

Rien de plus pour celle de 2018 : elle a pris acte du fait qu'il n'existait plus de groupe « terroriste » en Europe, que la dissolution de l'organisation séparatiste était effective et qu'il restait un certain nombre de questions à aborder, notamment celle des prisonniers et des personnes toujours en fuite. Donc, à notre avis, rien de très nouveau sous le soleil, et l'on ne peut que s'interroger sur la portée d'une telle conférence pour faire avancer les droits démocratiques au Pays Basque. Au niveau de l'État français, pas de nouvel acte « positif » ou de nouveau transfert de prisonnier-es, mesures qui, à ce jour, n'ont bénéficié qu'à seulement 12 personnes (2 en fin de peine ont été libérées) sur 63 incarcéré-es. Et dans ce nombre aucune femme, faute de structure carcérale adéquate pour les accueillir près du Pays Basque.

Mais ce même État vient d'organiser le procès de Peio Serbielle et de trois autres personnes pour des faits remontant à 14 ans. Elle et ils étaient accusés de faire partie d'une association de malfaiteurs pour avoir hébergé des membres de l'ETA. Peio Serbielle a reconnu avoir fait preuve d'hospitalité. A l'époque il avait fait seize mois de prison, dont sept en isolement, puis obtenu ensuite une libération conditionnelle. Le 24 mai dernier, le verdict est tombé : de 3 à 5 ans de prisons assortis de sursis et des amendes pour 3 d'entre eux. Ayant fait de la préventive lors de leur arrestation, elle et ils ne retourneront pas en prison. Mais les peines sont là et les souffrances de toutes ces années perdureront.

Au niveau de l'État espagnol la Garde Civile, mandatée par l'Audience nationale, a mené en mai des actions pour saisir les biens (blocage de comptes bancaires, saisies sur salaires, confiscation de véhicules ou de biens immobiliers) d'environ 50 ancien-es prisonnier-es politiques basques avec comme objectif (ou comme prétexte) de couvrir des indemnités réclamées par la justice espagnole. Certaines de ces personnes avaient été condamnées pour des actions en lien avec une organisation terroriste et d'autres pour des actes de violence de rue (kale borroka). Peu importe la dissolution de l'ETA, l'Espagne continuera à appliquer les peines d'emprisonnement et à encaisser les « dettes » de ces ancien-nes détenu-es.

Ce 1^{er} juin le verdict est tombé pour les 8 jeunes d'Altsasu. Arrêtés le 15 octobre dernier pour apologie de terrorisme, ils avaient été accusés d'avoir blessé et menacé des gardes civils. Bien que la première accusation ait été abandonnée par les juges du tribunal national, il les a condamnés à des peines extrêmement lourdes, entre neuf et treize ans de prisons pour les sept jeunes garçons et deux ans pour la jeune fille, pour trouble à l'ordre public. De plus ils devront payer 9 200 € pour les dégâts et 70 000 € pour préjudice moral.

Comme on peut en juger par les faits ci-dessus, l'Espagne est à des années lumières d'une quelconque ouverture pour aller vers la résolution d'un conflit et d'un changement de situation des prisonnières et prisonniers politiques basques.

Est-ce que cela changera avec la destitution du 1^{er} ministre Rajoy, obligé de démissionner suite à une motion de censure, concernant des faits de corruption au sein de son parti le PP (Partido popular) présentée par le PSOE (PS espagnol) et votée par une majorité des député-es ? Il va être remplacé par Pedro Sanchez qui devient donc le nouveau président du gouvernement espagnol. Si on se remémore le gouvernement PSOE de Felipe Gonzalez, on peut avoir des doutes sur une quelconque avancée de la situation au Pays Basque sud.



Pour notre part nous continuerons à nous investir dans la défense des droits démocratiques au Pays Basque, pour le droit à l'autodétermination de son peuple, pour le retour des exilé-es, pour l'amnistie. Nous serons à la manifestation du 16 juin prochain à Bayonne avec notre porte-parole, Philippe Poutou, pour réclamer que soit accordée la libération conditionnelle à tou-te-s les preso, en particulier pour Txistor Haramburu, Jakes Esnal, Jon Kepa Parot (incarcérés en France) et Unai Parot (incarcéré en Espagne) qui entament cette année leur 29^{ème} année de détention.

La lutte pour faire avancer le statut des prisonniers et prisonnières politiques et pour faire revenir les exilé-es doit se poursuivre. Mais ce sera sans grand optimisme sur l'aide, pour y arriver, des gouvernements espagnol et français. Presoak ta iheslariak etxerat !

**Jeudi 7 juin marche du rail et du service public de 3 KM
A l'appel des syndicats CGT- LAB-SOLIDAIRES
Départ 11h gare de Bayonne arrivée hôpital de
Bayonne prise de parole et casse-croustes de lutte !!!**

**Samedi 28 juin Marche des fiertés Biarritz Pride 2018
Ouverture du village associatif à 12h sur l'esplanade du phare - 16h marche des fiertés dans les rues de Biarritz-
20h soirée officielle de la Pride à la maison des
association de Bayonne.**

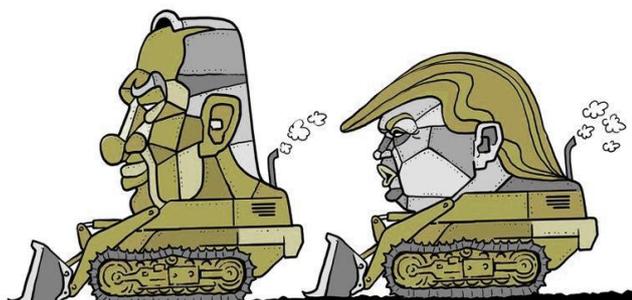


ISRAËL/PALESTINE NETANYAHOU ET TRUMP ASSASSINS !

Les dirigeants américains et israéliens sont des alliés de toujours. L'impérialisme américain est l'héritier de l'impérialisme britannique qui colonisait la Palestine avant la création de l'État d'Israël. Tout a toujours été pensé fonction de leurs intérêts financiers, économiques, pétroliers et militaires. Soutenu par les USA depuis 70 ans, Israël n'a jamais varié dans sa politique de dépossession des Palestiniens de leur patrie, de leur sol, de leur identité, de leur culture, de leur histoire, de leur mémoire. Cet État a mis en oeuvre un racisme institutionnalisé à l'égard de la minorité arabe (musulmane, chrétienne ou athée) qui vit à l'intérieur de ses frontières, considérant ses membres comme des citoyens de seconde zone. Et le glissement à droite de la population juive n'a cessé de s'amplifier au cours de ces dernières années, comme en témoigne la composition actuelle, de droite-extrême et d'extrême droite, de la majorité de la Knesset (le Parlement) et du gouvernement, au sein desquels les clones israéliens des Le Pen sont légion.

Par bien des côtés, ce pays s'identifie à l'Amérique, celle qui a dépouillé les Indiens de leurs terres et les a exterminés. Cette Amérique adepte pendant plusieurs siècles de l'esclavage, et dont la police continue de tuer des Afro-Américains. Cette Amérique qui est le seul pays à avoir osé lancer deux bombes atomiques sur le Japon en tuant des dizaines de milliers de civils, simplement pour faire la démonstration de sa toute puissance à l'égard des autres peuples du monde. Cette Amérique qui a massivement utilisé des armes chimiques au Vietnam et qui continue de se comporter en gendarme du monde.

Aujourd'hui, les bombes et les missiles pleuvent sur la Syrie, l'Afghanistan, le Yémen etc.. Israël est chargé, par le camp occidental, d'être sa position avancée et son gendarme au Moyen-Orient et de contribuer à maintenir les peuples arabes sous la férule de l'Occident. Trump, le pousse-au-crime, a choisi de transférer l'ambassade US à Jérusalem et de l'inaugurer le jour de la Nakba (la Catastrophe). Chaque année cette journée commémore l'expulsion, en 1947, des Palestiniens de leurs terres. La coïncidence des deux événements n'a pas été fortuite. C'est une véritable provocation de Trump et Netanyahu qui bafouent ainsi toutes les résolutions de l'ONU sur le sujet.



LES CRIMES DE GUERRE D'ISRAËL

Israël poursuit sa politique du tout militaire et du tout répressif, en employant la force brutale, sanglante, disproportionnée face à une population désarmée. Ce qui s'est passé avec les tueries de Gaza est un crime de guerre. 2 800 personnes ont été blessées et 61 assassinées, il n'y a pas d'autres termes, par cette armée d'occupation. L'impunité doit cesser. Les donneurs d'ordres de ce crime de masse doivent être connus et jugés. Les responsables doivent être envoyés devant la cour pénale internationale comme l'ont été certains des criminels de guerre de l'ex-Yougoslavie. Sans compter que depuis 70 ans les gouvernements israéliens successifs ont massacré, mis des Palestiniens en prison (dont des centaines d'enfants et d'adolescent-es), occupé des territoires, expulsé leurs habitant-es, et continuellement réprimé celles et ceux manifestent pour leur droit à exister en tant que peuple. Pourquoi la Russie est-elle sanctionnée lorsqu'elle annexe la Crimée, mais pas Israël lorsqu'elle annexe des terres palestiniennes ? Pourquoi des boycottages lancés contre Cuba, la Lybie, le Congo et pas contre Israël alors que ses dirigeants foulent au pied les droits élémentaires des Palestiniens et produisent, par ce biais, du terrorisme ?



SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

En réponse à Netanyahu et à Trump - ces frères jumeaux qui aiment trop les armes pour aimer les peuples - les pays regroupés au sein de l'Union européenne auraient pu reconnaître la Palestine et envisager des sanctions à l'égard d'Israël. Il n'en a rien été. Macron, malgré ses multiples bisous à Trump, lors de son voyage aux USA, n'a rien obtenu du mâle dominant. Il ne reconnaîtra pas la Palestine et reste ainsi sur sa déclaration de décembre 2017. De Paris à Bruxelles, ce ne sont que de « molles condamnations ». Nous devons exiger la suppression de la saison culturelle France-Israël, qui n'est là que pour redorer le blason de la force occupante. Macron peut faire autant de manifestations qu'il veut aux côtés de Netanyahu, cela n'occultera pas les massacres des Palestiniens. Les moyens de communications existants permettent aux citoyens du monde de se faire une opinion. La campagne BDS (boycott-désinvestissement-sanctions) se développe et se renforce, et c'est tant mieux, pour montrer la solidarité des peuples avec celui de Palestine.



DONALD TRUMP ET L'IRAN LE FAUX NEZ DU NUCCLEAIRE

En se retirant à la mi-mai de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien signé en 2015 par l'Iran d'une part, les cinq membres du Conseil de Sécurité de l'ONU (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni) auxquels s'ajoutait l'Allemagne, Donald Trump a expliqué qu'il s'agissait d'un mauvais accord mais qu'il n'excluait pas d'en signer un meilleur. Mauvais accord notamment car, selon lui, Téhéran n'en respecterait pas les termes... malgré les démentis répétés sur ce point de l' « Agence internationale de l'énergie atomique » qui vérifie régulièrement son application et qui affirme que l'Iran est toujours restée dans les clous.

Une quinzaine de jours plus tard, c'était au tour de Mike Pompeo, le secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères) américain de s'exprimer. Et là la prolifération des armes nucléaires passait complètement au second plan. Pompeo sommait l'Iran de couper tout lien avec le Hezbollah au Liban, de faciliter le désarmement en Irak des milices chiïtes qui lui sont liées, de retirer ses forces de Syrie, de cesser d'aider les rebelles houthistes au Yémen etc. Bref Téhéran devait cesser d'exercer toute influence hors de ses frontières dans la Région et laisser la place aux États-Unis mais aussi à ses deux alliés locaux privilégiés que sont l'Arabie Saoudite et Israël. Bref il s'agit de tenter de remettre en place la « pax americana » mis à mal au cours des dernières décennies par la Révolution iranienne, l'instabilité et les guerres en Irak, l'apparition de DAESH, la guerre civile en Syrie et l'influence grandissante des chiïtes libanais sur le gouvernement de leurs pays. Bien peu de chance qu'il y parvienne.



Mais, au delà des péripéties actuelles, il est bon de s'interroger sur le mythe de la non-prolifération qui sert de prétexte à tout ce cirque. Le « *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires* » été signé en 1968. Il faisait une discrimination entre les cinq pays possédant déjà des armes nucléaires (États-Unis, URSS, Royaume Uni, Chine, France), qui n'étaient nullement tenus de les détruire mais s'engageaient à ne pas les livrer à des pays tiers, et ceux qui n'en possédaient pas et qui ne pouvaient utiliser l'énergie nucléaire qu'à des fins civiles. Mais rapidement on a vu des pays non signataires de cet accord (Inde, Pakistan, Israël puis la Corée-du-Nord qui s'en est retirée en 2003) se doter de l'arme nucléaire. Pour ce qui est du Moyen-Orient, qui nous intéresse en premier lieu, Israël a construit son complexe nucléaire de Dimona, dans le désert du Néguev, avec l'aide et la coopération... de l'impérialisme français. Et le fait qu'aujourd'hui le pays possède entre 100 et 150 ogives nucléaires n'a jamais provoqué le courroux des États-Unis, ni des sanctions de leur part. En outre l'usine de Dimona n'a jamais été inspectée par les inspecteurs de l' « Agence internationale de l'énergie atomique » parce qu'Israël... s'y oppose. Quant aux autres puissances occidentales, elles s'accommodent fort bien de la puissance nucléaire de l'État sioniste, considéré comme un de leurs meilleurs alliés dans la région, et n'exigent nullement de lui qu'il réintègre ses frontières de 1967, arrête la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem Est ou cesse le blocus de Gaza.

Bref la morale des Trump, des Macron, des May, des Netanyahu est à géométrie variable et leur lutte contre la prolifération des armes nucléaires est parfaitement hypocrite puisqu'à eux quatre ils possèdent la moitié des 16 000 ogives nucléaires existant à travers le monde (le reste étant entre les mains principalement de la Russie et de la Chine), qu'ils dépensent des dizaines de milliards d'euros et de dollars chaque année pour moderniser leurs forces armées et qu'ils ne sont pas prêts de désarmer. Ce qui ne les empêche nullement de montrer du doigt la Corée-du-Nord et l'Iran qui représenteraient, selon eux, un terrible danger pour l'Humanité. On est prié de les croire sur parole et sans éclater de rire !



Quand aux puissances impérialistes d'Europe de l'Ouest, menacées par d'éventuelles sanctions économiques américaines à l'encontre de leurs entreprises industrielles et de leurs banques si elles ne s'alignent pas sur Washington dans cette affaire, elles protestent mollement mais font profil bas faute d'être en mesure d'offrir une alternative crédible.



FILM

EN GUERRE, de Stéphane BRIZE

Avec des acteurs et actrices non professionnel-les jouant leur propre rôle ou pas et Vincent LINDON

L'histoire : la direction de l'usine PERRIN Industrie d'Agen, filiale d'une multinationale basée en Allemagne, annonce aux 1100 salarié-es de l'entreprise son intention de fermer l'entreprise et de délocaliser. Ce qui ne peut que nous rappeler les cas de Sanofi, Continental et bien d'autres.



Les salarié-es de l'usine assommé-es par cette annonce réagissent de façon virulente en rappelant à la direction que deux ans auparavant elles/ils avaient consentis à des sacrifices drastiques pour maintenir leur usine, semaine de 40h payée 35h, abandons des RTT... en contrepartie l'emploi était maintenu pour cinq ans.

Ne souhaitant pas subir cet état de fait les 1100 employé-es décident de se battre accompagné-es par deux syndicats la CGT et FO. Vincent Lindon, Laurent Amédéo dans le film, est le délégué CGT, extrêmement déterminé à se battre contre ceux qui sont en face, son personnage ne peut que rappeler celui qu'il a interprété dans un autre film de Stéphane Brizé « La Loi du Marché ». Mais le combat est inégal comme on le verra tout le long du film, que ce soit dans les négociations avec les pouvoirs publics qui ne peuvent intervenir car les patrons sont les chefs de leur entreprise mais qui n'hésiteront pas à envoyer les CRS pour les dégager quand les grévistes iront manifester au siège MEDEF, soit l'utilisation d'un service public pour défendre les intérêts privés du patronat. Que ce soit avec la direction de l'usine qui leur dit « *Il n'y a pas d'un côté les salariés et de l'autre côté la direction, nous sommes tous dans le même bateau.* » à quoi L. Amédéo répond « *Si on est dans le même bateau, sachez que nous, on est dans les couchettes du bas avec les rats et la merde, et vous vous êtes dans celles du haut.* »

La violence est présente tout le long du film, que ce soit la violence physique des manifestant-es qui luttent pour la vie car sans emploi que devient-on ? Mais surtout la violence policée des « patrons du groupe » et le mépris qu'ils affichent à l'égard de leurs interlocuteurs/trices qu'ils ont accepté de rencontrer, ce qui ne changera en rien leur décision d'empocher encore plus de bénéfices. Mais où iront-ils quand ils ne pourront plus délocaliser car il n'y aura plus rien à pressurer ? Sur la lune ? Le seul moment doux du film est quand Laurent va rencontrer son petit fils qui vient de naître,

Et puis, comme souvent dans ces batailles la désunion s'installe, des représentants syndicaux acceptent de reprendre le travail moyennant une augmentation de leur prime de licenciement. Pour Laurent et ses collègues c'est catastrophique, il y aura des licenciements et les autres reprendront le travail jusqu'à la fermeture. La fin du film est horrible, celle d'un homme qui a perdu tout espoir, et nous sortons de la salle émotionné-es mais avec l'envie de lutter encore plus contre le capitalisme, comme le font en ce moment les salarié-es de chez Ford. Et ce ne sont pas les journées de manifestation échelonnées, les grèves perlées ou les rassemblements comme celui du 26 mai qui alimenteront cette lutte, non il faut prendre la rue sans le bon plaisir des organisations syndicales, faire des assemblées dans les boîtes pour déclarer la grève reconductible et se battre jusqu'à faire disparaître cette société qui nie l'humain et ne glorifie que l'argent.

« *Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu.* » Bertolt Brecht

Ce film a été tourné à Fumel dans les locaux de l'usine Métal Aquitaine (son nom aujourd'hui) et ne peut que nous rappeler notre camarade Ignace GARAY et ses collègues qui se sont battus pendant des années contre la fermeture de l'usine Métal Temple Aquitaine. Cette usine créée en 1847 comptât jusqu'à 4000 salarié-es, elle en a aujourd'hui 38 et pour combien de temps encore, puisque après la mise en redressement judiciaire les juges du tribunal de commerce ont rendu leur décision le 17/01/2018 : poursuite de l'activité pour l'usine Métal Aquitaine de Fumel et validation du plan de continuation. Mais le tribunal de commerce s'est réuni de nouveau début juin et la fermeture de l'usine semble désormais une question de jours. Nous vous conseillons de revoir le film de soutien à leur lutte « *Fumel de feu, de sang, de rock.* »

